

J'ai ce discours sous les yeux, monsieur le président, et je l'ai lu très attentivement encore aujourd'hui. D'abord, j'aimerais signaler au ministre que ce discours date déjà d'assez longtemps. En fait, je prétendrais même qu'il est tout à fait dépassé car la situation politique internationale s'est modifiée sensiblement depuis le 22 mai.

Il y a, par exemple, ce changement parmi les dirigeants de la Russie. Lorsqu'on examine le discours prononcé par le ministre le 22 mai, on constate qu'il mentionne plus d'une fois les relations entre la Russie et la Chine et signale que ce fait pourrait provoquer une évolution souhaitable dans le monde occidental. Je ne veux pas être injuste envers lui. Il n'a pas voulu dire que les différences entre ces deux grandes nations étaient nécessairement favorables à une paix possible dans le monde, mais il me semble qu'une grande partie de ce qu'il a dit sur la question de l'admission de la Chine rouge aux Nations Unies était attribuable aux développements découlant de ces relations.

Il y a maintenant une nouvelle équipe de dirigeants en Russie, mais je ne crois pas que son attitude se soit assez cristallisée pour nous permettre de voir si les relations actuelles entre la Chine et la Russie vont durer. Il y a aussi eu un changement de gouvernement en Grande-Bretagne. Cela n'entraînera peut-être pas de modifications significatives, mais il y a eu d'importants développements en Chine même, en particulier l'explosion d'un engin nucléaire. Nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de cette question lorsque nous pensons à l'admission de la Chine dans les organismes internationaux.

Avant les élections aux États-Unis, nous n'avons pas insisté auprès du ministre pendant la période des questions parce que nous nous rendions compte qu'il lui serait difficile alors de faire des déclarations positives sur les intentions du Canada, en vue de donner suite à ces questions. Maintenant que les élections sont terminées, il n'en demeure pas moins que ces sentiments sont exprimés par les deux personnes les mieux qualifiées pour parler au nom du Canada à propos des affaires extérieures et des relations internationales? S'agissait-il ou non de ballons d'essai? Nous n'avons pas encore atteint le moment où nous devrions obtenir des explications sur ce que le gouvernement a l'intention de faire.

**L'hon. M. Martin:** Mon honorable ami me permettrait-il de lui poser une question? Il a mentionné ma déclaration du 22 mai, et je crois qu'une analyse attentive de cette déclaration révélera qu'elle est d'application courante. J'aimerais beaucoup savoir ce qu'il

[M. Olson.]

pense de la proposition que renferme ce discours pour la protection des intérêts de Formose, ainsi que des mesures esquissées à cette fin?

**M. Olson:** Il conviendrait peut-être que je cite des passages de ce discours. Comme on le trouvera consigné à la page 3645 du hansard du 22 mai, le ministre a déclaré:

Conscient des dangers inhérents à l'isolement de la Chine, le Canada, tout comme certains autres pays occidentaux, a favorisé des relations plus nombreuses avec la Chine dans les domaines commercial et culturel. J'estime que cette politique a été judicieuse et couronnée de succès.

Le ministre a poursuivi:

Le Canada s'est opposé à des résolutions demandant l'expulsion des représentants de la Chine nationaliste et leur remplacement par des représentants de Pékin.

Il a dit également:

...parce que ces résolutions ne parlent ni du droit des habitants de Formose à l'autodétermination, ni de leur statut international approprié. Les représentants canadiens aux Nations Unies ont établi clairement que le Canada veut rechercher une solution juste et raisonnable au problème de Formose, tout en faisant participer la Chine continentale aux grandes questions internationales.

**L'hon. M. Martin:** Mais il est ensuite question de mesures qu'on prendrait pour protéger cette position.

**M. Olson:** Je crois que le ministre veut que je cite ce paragraphe-ci:

De récents événements ont remis en lumière ce qu'on pourrait appeler la solution d'une Chine, d'une Formose. Cette solution exigerait tout d'abord la collaboration des parties directement en cause. Jusqu'ici, ni Pékin ni Taipei n'ont jugé acceptable une solution juste et pratique qui s'inspirerait de ce principe.

Cela ne nous dit pas si le gouvernement est prêt à agir, de sa propre initiative ou en appuyant un autre pays membre, pour faire admettre la Chine rouge aux Nations Unies. Sans doute est-il clair, d'après le discours que le ministre a prononcé le 22 mai, que le Canada a manifesté le désir d'un rapprochement avec la Chine communiste. Je ne prétends pas le contraire. En revanche, les déclarations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du premier ministre, à la fin de septembre et en octobre, laissent supposer que le gouvernement s'attendait qu'il y soit donné suite.

A maintes reprises, j'ai demandé au ministre si quelque membre des Nations Unies n'avait pas indiqué sa volonté de voir l'admission de la Chine rouge inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Je n'ai pas encore obtenu de réponse.

**L'hon. M. Martin:** Il y a un projet de résolution du Cambodge en ce sens.